

Brochure n° 3302

Convention collective nationale

IDCC : 2147. – **ENTREPRISES DES SERVICES D'EAU
ET D'ASSAINISSEMENT**

AVENANT N° 8 DU 16 MAI 2008

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX

NOR : *ASET0850656M*

IDCC : 2147

Entre :

La fédération professionnelle des entreprises de l'eau (FP2E),

D'une part, et

La CFDT-INTERCO ;

La CGT-FO ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

Etant exposé :

A l'issue de la présentation par la FP2E du rapport sur l'activité économique de la branche, et après avoir entendu les propositions des organisations syndicales représentatives, les parties sont convenues, compte tenu de la progression de l'inflation, notamment les 3 derniers mois de 2007, soit 2,53 %, hors tabac, sur l'année 2007 :

Les groupes I à VIII inclus sont revalorisés de + 2,53 %.

Le tableau méthodologique a été complété et se présente désormais comme suit.

ÉVOLUTION DES PRIX à la consommation (hors tabac)		ÉVOLUTION DES MINIMA de salaires		DIFFÉRENTIEL
2001	+ 1,6 %	2002	+ 1,8 %	+ 0,2 %
2002	+ 2,1 %	2003	+ 2 %	- 0,1 %
2003	+ 1,6 %	2004	+ 2 %	+ 0,4 %

ÉVOLUTION DES PRIX à la consommation (hors tabac)		ÉVOLUTION DES MINIMA de salaires		DIFFÉRENTIEL
2004	+ 1,9 %	2005	+ 2 %	+ 0,1 %
2005	+ 1,6 %	2006	-	- 1,6 %
2006	+ 1,5 %	2007	+ 5 %(*)	+ 3,5 %
2007	+ 2,53 %	2008	+ 2,53 %	0
Global	+ 13,6 %	Global	+ 16,1 %	+ 2,5 %
(*) En 2007 : pour les groupes de I à III et + 3,3 % pour les autres groupes.				

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Salaires minimaux

Les salaires globaux bruts minimaux annuels stipulés à l'article 1^{er} de l'avenant n° 6 de la convention collective sont désormais fixés aux valeurs suivantes :

(En euros.)

GROUPE	SALAIRE
I	16 578
II	17 181
III	18 316
IV	19 154
V	22 435
VI	29 217
VII	40 001
VIII	47 307

Article 2

Compensation de l'astreinte

La valeur de la compensation minimale de l'astreinte stipulée à l'article 2 de l'avenant n° 4 de la convention collective est revalorisée de 2,53 % et est désormais fixée à 9,57 € par période de 24 heures.

Article 3

Egalité de rémunération entre les femmes et les hommes (art. L. 132-12-3 du code du travail)

Après examen des documents portant sur la situation comparée des

femmes et des hommes par catégorie et par tranche de salaires, les parties conviennent de rappeler aux entreprises de la branche qu'il leur appartient de corriger progressivement les écarts constatés dans le cadre de leurs négociations respectives.

Article 4

Information des organisations syndicales

A l'issue de la période de ratification du présent avenant, une copie de celui-ci sera envoyée, à l'initiative de la FP2E, en recommandé avec avis de réception à toutes les organisations syndicales.

Article 5

Extension et prise d'effet du présent avenant

Après signature par les parties du présent avenant, la FP2E en demandera son extension au ministre chargé du travail au plus tard 10 jours après l'expiration du délai d'opposition ouvert aux organisations syndicales représentatives.

Cet avenant entrera en vigueur le lendemain de la publication de l'arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 16 mai 2008.

(Suivent les signatures.)